

Detrez, Conrad, *Les mouvements révolutionnaires en Amérique latine*, Éditions Vie Ouvrière, Bruxelles 1972, 133 p. + 10 p. de tableaux statistiques en annexe.

Paul-Yves Denis

Volume 4, numéro 3, 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700334ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700334ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Denis, P.-Y. (1973). Compte rendu de [Detrez, Conrad, *Les mouvements révolutionnaires en Amérique latine*, Éditions Vie Ouvrière, Bruxelles 1972, 133 p. + 10 p. de tableaux statistiques en annexe.] *Études internationales*, 4(3), 374–375. <https://doi.org/10.7202/700334ar>

Mais l'élargissement de la Communauté pose surtout le problème des accords préférentiels du Royaume-Uni avec certains membres du Commonwealth. Deux produits sont particulièrement sujets à litige: le sucre en provenance des pays tropicaux du Commonwealth, et le beurre de la Nouvelle-Zélande, en raison de l'importance exceptionnelle de ces produits pour l'économie des pays concernés.

Et les auteurs de conclure. La politique agricole commune a suscité de vives réactions de la part de pays à vocation agricole, qu'ils soient évolués ou en voie de développement. La réaction la plus violente est venue des États-Unis, alors que, parmi les pays développés, c'est le Danemark qui a été le plus durement touché. Se tournant ensuite vers les pays en voie de développement, ils constatent: 1) une diminution régulière de l'importance des produits agricoles dans leurs exportations vers la CEE (56% en 1958; 36.8% en 1969); 2) une diminution de la part de ces pays dans le commerce total de la CEE (42.2% en 1958 et 36.2% en 1969 pour les importations et 38.5% en 1958 et 26% en 1969 pour les exportations). Cependant, certains pays en voie de développement, notamment les pays du bassin méditerranéen et les EAMA, ont pu améliorer la situation de certaines de leurs exportations.

Quant aux pays à commerce d'État, ils ne comptent que pour 10% dans les importations agricoles totales de la Communauté, et pour moins de 8% dans les exportations. Cependant, les exportations de ces pays vers la CEE revêtent « une signification particulière pour eux car elles servent de monnaie d'échange à l'importation de biens d'équipement ou de produits à technologie avancée ».

Une autre conséquence, imprévue celle-là, de la politique agricole commune de la CEE est la reconnaissance de facto de la Communauté par les pays à commerce d'État alors que, sauf pour la Yougoslavie, ils se sont toujours refusé à le faire au plan diplomatique.

La politique agricole commune a relevé un défi important si l'on considère les positions de départ des six pays membres de la Communauté. Mais l'avenir de cette politique repose sur la solution de certains problèmes: tout d'abord celui des excédents de certains produits. Mais ce problème est relié à un autre

beaucoup plus large: celui de l'établissement d'une véritable politique commerciale commune envers les pays tiers, notamment dans le secteur agricole, afin de réduire progressivement l'anarchie qui règne sur les marchés agricoles internationaux, tout en permettant aux pays en voie de développement d'avoir la place qui leur revient, et à des prix qui leur conviennent, sur ces marchés.

Jean-Marie ROY,

*Géographie,*  
*Université de Sherbrooke.*

DETREZ, Conrad, *Les mouvements révolutionnaires en Amérique latine*, Éditions Vie Ouvrière, Bruxelles 1972, 133p. + 10p. de tableaux statistiques en annexe.

Journaliste engagé, Detrez veut, dans ce texte, faire le point sur l'état des mouvements de libération en Amérique latine. Une synthèse l'aurait sans doute contraint à accoucher d'un ouvrage plus considérable, très coûteux et surtout difficile à diffuser. L'inventaire systématique auquel il se livre dans un style heurté, parfois presque télégraphique, le situe cependant plus près du pamphlétaire que de l'analyste. En un peu plus d'une centaine de pages, il entreprend de montrer que les luttes actuelles sont en quelque sorte le prolongement de celles menées jadis par Bolivar dont le rêve d'indépendance et d'unification continentale serait à notre époque assuré par les Castro, Guevara, Marighela, etc.; y réussit-il?

En tentant de situer les bilans isolés des luttes révolutionnaires menées dans chacune des républiques latines-américaines dans le cadre d'une grande fresque historique où se confondent le colonialisme, le nationalisme et l'impérialisme et en insistant sur le phénomène sensiblement extrapolé de la contagion castriste à titre de détonateur unique, il nous a semblé que l'auteur simplifiait la question. L'épopée cubaine en dépit de son impact évident constitue un événement, une approche à laquelle on ne saurait identifier, même en tant que prolongement, les phénomènes péruvien et chilien. Ainsi, les titres dont sont coiffés les chapitres

III, IV et V, soit la « contagion castriste » en Amérique du Sud, en Amérique centrale et dans les Antilles nous paraissent exagérés, même si l'on a pris soin dans l'avant-propos, de mentionner que le castrisme s'est diversifié, puisqu'on a semblé minimiser le poids des processus autochtones qui dépendent toujours d'un contexte particulier et qui doivent beaucoup aux idiosyncrasies locales. À cet égard, il est entendu que l'on ne saurait tout expliquer des activités récentes des mouvements révolutionnaires en Amérique latine.

L'ouvrage conserve néanmoins toute sa valeur du point de vue de l'exposé des faits, de leur interprétation claire et succincte et de l'intérêt qu'il ne manque pas de susciter chez le lecteur. D'autre part, il faut déplorer, étant donné la valeur de l'exposé, que certains faits dégagés de leur contexte, certains jugements *a priori* acquièrent dans le récit une importance discutable. Quelques sous-titres par exemple nous ont semblé excessifs ; ainsi, « La Bolivie, tombeau du Che » (p. 65) ou encore l'interprétation du phénomène tupamaros en Uruguay, qui ne tient pas suffisamment compte de l'état actuel désespéré de la situation économique du pays, suite à une rapide détérioration qui a amplifié le « choc des générations ». Malgré les succès indéniables du mouvement face à une force policière incompétente et débordée par les événements, on comprend mal l'affirmation voulant que les Tupamaros aient mis au point une stratégie de guérilla cubaine « qu'aucune forme de répression n'aurait pu enrayer » (p. 81).

Au Brésil, il aurait fallu insister davantage sur l'apolitisation et l'apathie des masses, le contrôle de la presse, la fascination d'un système appuyé par une minorité profitant du boom économique, qui renforce constamment ses positions en s'assurant que toute opposition officielle ou non soit dans l'impossibilité de s'organiser.

Où en est la révolution après la mort du Che ? Court-circuitée ici, battue en brèche là, noyée ailleurs dans les conflits ouvriers, c'était là une question à laquelle l'auteur pouvait difficilement répondre de façon satisfaisante dans le cadre qu'il avait choisi. Il a voulu avant tout fournir par le biais d'une information pertinente un inventaire destiné à un public. Les

réflexions qui surgissent spontanément à la lecture de cet ouvrage valent certes les quelques heures qu'il faut lui consacrer.

Paul-Yves DENIS

*Géographie,*  
*Université Laval.*

THALMANN, Rita et FEINERMANN, Emmanuel, *La nuit de cristal*, Laffont, Paris, 1972, 244p.

L'assassinat d'un diplomate allemand à Paris par un jeune Juif, qui voulait venger 12 000 coréligionnaires expulsés d'Allemagne vers la Pologne, fournit deux jours plus tard le prétexte à l'explosion d'une colère « spontanée » du peuple allemand, c'est-à-dire des hommes de main du régime, dont les tristes exploits de la nuit du 9 au 10 novembre — j'en fus témoin oculaire à Cologne — furent baptisés par Goebbels « nuit de cristal ». À travers cet épisode, c'est toute l'histoire de la persécution des Juifs par le III<sup>e</sup> Reich que les auteurs déroulent en un film parlé saisissant de précision et d'horreur.

Particulièrement intéressante est l'analyse des comportements des dirigeants nazis après que Goebbels eut ordonné l'arrêt de la « phase spontanée » au soir du 10 novembre, tels que les révèlent les minutes de leurs délibérations sur le sort futur des Juifs, de leurs biens, sur la situation des compagnies d'assurances, sur les répercussions de la « nuit de cristal » sur l'économie allemande, etc. Dialogues où s'affrontent et se disputent médiocrement ceux qui allaient devenir pour quelques années les maîtres du monde. La médiocrité des puissants : quel paradoxe de l'histoire et quelle leçon malheureusement non écoutée des majorités silencieuses !

Le récit de la vie des camps de concentration, bien avant 1940, fait par un survivant, le Dr. Wilde, est poignant. Plusieurs parmi les Juifs internés après la « nuit de cristal » furent relâchés après quelques mois mais menacés du pire s'ils révélaient la vérité sur les camps.

Le chapitre sur « les États spectateurs » donne le plus à réfléchir. À côté de la crainte de